

YÉMEN

L'opposition veut empêcher le retour de Saleh

Le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh, hospitalisé en Arabie saoudite après avoir été blessé dans un attentat, a été célébré hier par des dizaines de milliers de personnes, l'opposition se déclarant déterminée à empêcher son retour.

Le départ pour Riyad du président, blessé vendredi dans un attentat, laisse planer le doute sur le détenteur du pouvoir à Sanaâ, où le vice-président n'a pas été officiellement chargé de l'intérim alors que le fils aîné du chef de l'Etat apparaît comme l'homme fort du pays. Les «jeunes de la révolution» ont célébré à Sanaâ et à Taëz ce qu'ils considèrent comme «la chute du régime». «Aujourd'hui, un nouveau Yémen est né», scandaient des dizaines de milliers de jeunes enthousiastes sur le lieu du sit-in permanent près de l'Université de Sanaâ, selon un correspondant de l'AFP. «C'est fini, le régime est tombé», répondaient d'autres et ceux qui arrivaient sur la place se félicitaient de ce qu'ils considéraient comme «la fuite de M. Saleh», au pouvoir depuis 33 ans. Les manifestants ont immolé des moutons et organisé des festins sur place pour fêter le départ du président, contesté

depuis fin janvier et qui a toujours refusé de partir. A Taëz, grande ville du sud-ouest et l'un des foyers de la contestation, des centaines de manifestants se sont rassemblés dans le centre de la cité aux cris de «liberté, liberté, Ali s'est enfui». Après la joie, la ville a connu des affrontements armés qui ont fait quatre morts parmi les Gardes républicains, corps d'élite fidèle au régime, et trois hommes armés parmi des miliciens se proposant de protéger les manifestants. M. Saleh, blessé dans un bombardement vendredi de la mosquée de son palais présidentiel a été évacué samedi soir à Riyad où un responsable saoudien a affirmé qu'il venait se faire soigner et retournerait au Yémen. Un responsable proche du président a indiqué samedi que le chef de l'Etat souffrait de «brûlures et d'égratignures au visage et à la poitrine» mais que son état n'inspirait pas l'inquiétude. Le porte-parole du parti



Le Président Ali Abdallah Saleh.

Photo : Samir Sid.

au pouvoir, Tarek Al-Chami, a affirmé à la chaîne satellitaire Al-Arabiya que le président allait «regagner le Yémen dans les prochains jours». L'hospitalisation de M. Saleh en Arabie saoudite «marque, pour nous, le début de la fin de ce régime tyrannique et corrompu. Nous œuvrerons de toutes nos forces pour empêcher

son retour» au Yémen, a déclaré pour sa part à l'AFP le porte-parole de l'opposition parlementaire, Mohamed Qahtan. Selon la Constitution, le vice-président, Abdel Rabbo Mansour Hadi, doit diriger le pays en l'absence du chef de l'Etat mais aucune annonce officielle n'a encore été faite dans ce sens. M. Mansour Hadi s'est entretenu hier avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Sanaâ, Gerald Feierstein, de la situation dans le pays, a rapporté l'agence officielle Saba sans pour autant indiquer qu'il assumait la charge de président par intérim. «Nous sommes totalement disposés à coopérer avec Abd Rabbo, mais la difficulté réside dans le fait de savoir si les fils (et les neveux de Saleh) sont disposés à remettre le pouvoir à Mansour Hadi», a répondu M. Qahtan en réponse à une question. Le fils aîné du président, Ahmed, et ses neveux contrôlent les principaux organes de sécurité, notamment la Garde républicaine.

La situation était relativement calme dans la capitale hier, après des tirs intermittents durant la nuit. Mais

trois soldats dissidents sont morts dans une explosion accidentelle, selon une source militaire. Des sources tribales ont indiqué samedi que cheikh Sadek Al-Ahmar, le chef de la puissante tribu des Hached, était prêt à une trêve, proposée par l'Arabie saoudite, dans les combats qui opposent ses hommes aux troupes fidèles à M. Saleh dans le nord de Sanaâ. Par ailleurs, le comité d'organisation de la contestation a appelé, dans un communiqué publié tard samedi, à la constitution de comités de vigiles pour protéger les biens publics contre les destructions et les pillages. Cet appel a été lancé à la suite de pillages qui ont eu lieu samedi à Taëz après le retrait du centre de cette ville des forces de sécurité. Ces dernières ont réprimé durement ces derniers jours plusieurs manifestations hostiles au régime. Dans le sud, neuf militaires yéménites ont été tués et des dizaines blessés dans deux embuscades tendues samedi soir près de Zinjibar par des éléments présumés d'Al-Qaïda, selon une source militaire.

TUNISIE

Deux nouveaux morts dans des violences tribales

Les violents affrontements entre tribus à Metlaoui, ville minière du Sud-Ouest tunisien, ont fait deux nouveaux morts, portant le bilan à sept tués et plus de 100 blessés, a indiqué hier à l'AFP une source autorisée du ministère de l'Intérieur. Un jeune d'une trentaine d'années a été tué hier matin à l'arme blanche, tandis qu'un autre a succombé à ses blessures samedi soir, a précisé cette source. Un père et son fils avaient péri samedi dans une agression à coups de couteaux et de bâtons, et deux hommes et une femme avaient été tués par balle la nuit précédente dans cette ville pauvre du bassin minier de Gafsa, à environ 350 km au sud-ouest de Tunis. Les forces de l'ordre ont instauré un couvre-feu et dépêché des renforts à Metlaoui, où les violences entre factions tribales ont démarré vendredi soir à la suite d'une rixe entre deux jeunes, selon le ministère de l'Intérieur. Les deux parties s'affrontaient armées de fusils de chasse, de barres de fer, de cocktails Molotov, et des commerces de la ville ont été pillés ou brûlés. «Ce n'est pas la première fois que des tensions tribales ont lieu» dans cette ville depuis la chute du régime Ben Ali le 14 janvier, a souligné cette source. En mars, une rumeur sur le recrutement au sein d'une société locale d'exploitation du phosphate d'une tribu aux dépens de l'autre avait déjà mis le feu aux poudres, dans une région fortement touchée par le chômage. Dans la même région de Gafsa, en avril, deux lycéens ont été tués et 43 personnes ont été blessées dans de violents affrontements. Un millier de personnes, majoritairement des élèves, s'étaient battues munies de bâtons, d'armes blanches et de pierres autour d'un lycée de la ville de Sened, à 50 km à l'est de Gafsa, à la suite d'un désaccord entre lycéens appartenant à deux tribus rivales, selon le ministère de l'Intérieur.

LIBYE

Les raids aériens sur Tripoli se poursuivent

La capitale libyenne Tripoli est toujours la cible des raids aériens de l'Otan, tandis que les hélicoptères de combat britanniques et français sont entrés en action et qu'un émissaire russe est attendu ce soir en Libye.

Des hélicoptères Apache britanniques, intervenus pour la première fois dans la nuit de vendredi à samedi, ont mené samedi une nouvelle attaque près du site pétrolier de Brega, la position la plus à l'est des forces pro-Kadhafi, a annoncé hier le ministère britannique de la Défense.

Ils ont décollé du porte-hélicoptères HMS Ocean, actuellement au large des côtes libyennes, et ont détruit un lance-roquettes avant de regagner le navire sans encombre. Parallèlement aux opérations menées samedi par ces hélicoptères, des avions de combat britanniques Tornado ont participé à une «attaque de grande ampleur» avec d'autres appareils de l'Otan contre un dépôt de missiles anti-aériens à Tripoli, a ajouté le ministère. Plusieurs explosions ont secoué la capitale libyenne samedi en fin d'après-midi, puis dans la nuit vers

2h30 (00h30 GMT), et à nouveau hier à midi (10h GMT), essentiellement à Tajoura, dans la banlieue est, selon un journaliste de l'AFP et des témoins. Dans la nuit de vendredi à samedi, hélicoptères de combat français et britanniques étaient intervenus pour la première fois dans le cadre des opérations internationales dirigées depuis le 31 mars par l'Otan pour protéger les civils de la violence du régime libyen. Des Apache avaient frappé une installation radar et un poste de contrôle militaire près de Brega.

Et des hélicoptères français Tigre et Gazelle avaient détruit «une vingtaine d'objectifs», selon l'état-major français. Dans son compte-rendu quotidien sur les opérations de la veille, l'Otan a annoncé hier avoir détruit samedi le dépôt de missiles anti-aérien visé près de Tripoli, ainsi qu'un centre de commandement et une installation mili-

taire dans la région de la capitale. L'Alliance a aussi annoncé la destruction près de Brega d'un lance-roquettes, d'un baraquement et de deux postes de contrôle, un type de cible qui semble nouveau pour les frappes aériennes de l'Otan.

En engageant des hélicoptères de combat sur le théâtre libyen, plus flexibles et plus précis que les avions, l'Otan tente d'éviter l'enlèvement de ce conflit, plus de deux mois après le début de l'intervention internationale. Sur le front diplomatique, la rébellion a marqué un nouveau point samedi avec la visite de M. Hague à Benghazi, sa «capitale» dans l'est. «Nous voulons montrer notre soutien au peuple libyen et au CNT (Conseil national de transition, organe politique de la rébellion), le représentant légitime du peuple libyen», a déclaré le ministre. «Aussi longtemps que Kadhafi continuera à commettre des abus contre son peuple, nous poursuivrons et intensifierons nos efforts pour l'arrêter», s'est-il engagé. Un envoyé spécial du président russe Dmitri Medvedev,

Mikhaïl Marguelov, est attendu ce soir en Libye. Il doit se rendre à Tripoli mais aussi à Benghazi pour y rencontrer les responsables de la rébellion. Traditionnellement opposée à toute ingérence, la Russie, proche alliée de la Libye, s'est abstenue lors du vote le 17 mars à l'ONU de la résolution 1973 autorisant des frappes internationales en Libye. Mais elle a finalement réclaté ouvertement le départ du colonel Kadhafi à l'issue du G8 de Deauville, et se pose désormais en médiateur.

Depuis le début le 15 février de l'insurrection, entre «10 000 et 15 000» personnes sont mortes, 890 000 ont pris la fuite, selon l'ONU. Le conflit a aussi provoqué un quasi-arrêt de la production pétrolière libyenne et contribué à la hausse des cours du baril de l'or noir. Ce contexte va peser sur la réunion mercredi à Vienne des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), sans pour provoquer une modification des quotas de production, selon des analystes

MAROC

Manifestation pacifique à Rabat pour la démocratie

Plusieurs centaines de jeunes du Mouvement du 20 février qui réclame des changements politiques profonds ont pu manifester pacifiquement à Rabat hier matin, après la décision des autorités marocaines de ne pas recourir à la force, a constaté l'AFP.

Les manifestants réclamaient des réformes politiques et dénonçaient le décès d'un jeune islamiste du Mouvement décédé jeudi dernier à Safi, à 350 km de Casablanca. Mais les autorités n'ont pas utilisé la force pour les disperser, contrairement aux précédentes manifestations des 15, 22 et 29 mai. «Réprimer une manifestation pacifique n'a jamais été une solution. Je pense que les dernières déclarations de l'Union européenne (UE) ont joué un rôle dans la décision des autorités d'éviter la violence», a déclaré à l'AFP Mohamed Lâaoui, le président du Comité de soutien au Mouvement du 20 février.

La Commission européenne avait appelé lundi le Maroc «à la retenue dans l'usage de la force et au respect des libertés fondamentales», après les incidents qui avaient émaillé les rassemblements du 29 mai. Selon un responsable du ministère de l'Intérieur, joint par téléphone,

«600 personnes ont participé à cette manifestation et la police n'est pas intervenue». Les manifestants, eux, ont estimé que le nombre de participants est de «plusieurs milliers». Pour le politologue Mohamed Darif, «le fait que les manifestants aient décidé de ne pas manifester dans les quartiers populaires a sans doute conduit les autorités à ne pas recourir à la force». «Les dernières critiques de l'Union européenne (UE) ont également joué un rôle important dans cette décision (des autorités) d'éviter la violence», ajoute-t-il.

«Je suis satisfaite car la violence n'a pas été utilisée cette fois. Les autorités ont dû constater que nous sommes déterminés à revendiquer pacifiquement une démocratie véritable», a déclaré Salma Maarouf, 22 ans, une manifestante du Mouvement. Les autorités marocaines avaient auparavant souligné que ces manifestations étaient «non autorisées» et plusieurs jeunes du Mouvement avaient reçu des documents du ministère en ce sens. Les forces de l'ordre, qui s'étaient déployées le matin dans les principales rues du centre de Rabat, se sont retirées avant le début de la manifestation à 10h (GMT), a constaté un journaliste de l'AFP. Des

manifestations pacifiques étaient également prévues dans plusieurs villes du royaume, notamment à Casablanca et Tanger (nord). «Il n'y aura également aucun recours à la force ce soir (à partir de 18h GMT) à Casablanca», a précisé un responsable sécuritaire joint par téléphone. Les manifestants, dont certains font partie du mouvement islamiste Justice et Bienfaisance, interdit mais toléré, ont scandé «il faut juger les assassins d'Omari», «pour une Constitution démocratique», «nous voulons une monarchie parlementaire», «pour un roi qui règne et ne gouverne pas». «Nos revendications n'ont pas changé : nous voulons un Maroc démocratique et nous le revendiquerons pacifiquement», a déclaré Hakim Sikouk, un membre de la section locale du Mouvement. Ces manifestations interviennent 10 jours avant la remise au roi Mohammed VI, par une commission consultative nommée en mars, de propositions pour une prochaine réforme constitutionnelle. Le 9 mars, le roi Mohammed VI a annoncé d'importantes réformes constitutionnelles prévoyant notamment le principe de séparation des pouvoirs et un renforcement des pouvoirs du Premier ministre.